

# « Un sujet de sécurité collective »

La pression sur les ressources en eau, qu'accentuent la croissance démographique et le changement climatique, alimentera tensions et conflits armés dans un futur proche.

> INTERVIEW DE FRANCK GALLAND, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ENVIRONMENTAL EMERGENCY & SECURITY SERVICES ET EXPERT INTERNATIONAL SUR LES QUESTIONS STRATÉGIQUES ET SÉCURITAIRES LIÉES AUX RESSOURCES EN EAU, PAR GUY BELZANE

**TDC** Quand a-t-on compris que les ressources en eau étaient devenues un enjeu stratégique majeur ?

*Franck Galland.* La publication récente, en février 2012, par le National Intelligence Council, organe du renseignement américain, d'un rapport sur les conflits potentiels liés à l'eau à l'horizon 2022 n'a fait que renforcer la prise de conscience des milieux de la défense et de la sécurité sur les enjeux stratégiques et géopolitiques de la raréfaction et de la dégradation de la qualité de cette ressource. Mais dès 2003, des documents produits par l'administration américaine affirmaient que les causes des confrontations militaires à venir se trouveraient dans la compétition pour le contrôle des ressources naturelles déclinantes, facteur d'exacerbation de tensions déjà existantes, plutôt que dans l'idéologie. En France, la problématique a émergé plus tardivement, à partir de 2006.

C'est un phénomène nouveau. À part le conflit entre deux villes mésopotamiennes, Lagash et Umma, vers 2400 av. J.-C., il n'y a jamais eu véritablement de guerre de l'eau. Mais aujourd'hui, la démographie mondiale et les impératifs de sécurité alimentaire débouchent sur des situations très inquiétantes. Et le changement climatique ajoute une équation à la complexité du problème.

**TDC** Pouvez-vous citer certains risques de conflits transfrontaliers ?

*F.G.* Le Nil est une zone préoccupante pour la communauté internationale. Le fleuve, qui prend source en Éthiopie et baigne 45 % de son territoire, représente 98 % des ressources en eau de l'Égypte

## PROFIL



### FRANCK GALLAND

Spécialiste des questions de géopolitique de l'eau, il a été directeur de la sûreté et conseiller du président pour les affaires méditerranéennes au sein du groupe Suez Environnement, avant de créer en 2010 un cabinet d'ingénierie-conseil qui accompagne les opérateurs d'infrastructures eau et énergie face aux crises majeures. Chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique (Paris) et au Water, Energy & Environment Research Center (Beyrouth), il est également conseiller spécial auprès du délégué général du Haut Comité français pour la défense civile. Il est l'auteur d'un grand nombre d'ouvrages et d'articles.

et 95 % de sa population vivent sur ses rives. Éminemment dépendante de cette artère fémorale, l'Égypte a tout fait, depuis le retrait des Britanniques, pour utiliser à son seul profit la totalité du débit du fleuve – l'accord de 1959 lui octroie annuellement 55,5 milliards de m<sup>3</sup>. Or l'Éthiopie, dont les contraintes de développement sont aujourd'hui très importantes, a besoin d'aménager le fleuve et a un projet de barrage hydroélectrique sur son sol. L'Égypte va-t-elle laisser faire ? Le 14 mai 2010, sept pays d'Afrique de l'Est, dont l'Éthiopie, se sont réunis pour signer un accord demandant une renégociation en leur faveur du partage des eaux du Nil, initiative à laquelle l'Égypte a très vivement réagi. Depuis la chute d'Hosni Moubarak en 2011 et les troubles politiques que connaît le pays, l'affaiblissement de la diplomatie et de la puissance politico-militaire égyptienne sur la scène régionale profite aux pays situés en amont du Nil. Il est vrai que l'Éthiopie pourrait devenir une puissance hydro-dominante, comme la Turquie qui, en trente ans, a fait de l'Anatolie du Sud-Est désertique une région exportatrice en produits agricoles et en capacités énergétiques, dominant les pays situés en aval, comme la Syrie et l'Irak. Les tensions diplomatiques actuelles entre la Syrie et la Turquie pourraient du reste très vite prendre fin si Ankara décidait de fermer le robinet.

**TDC** N'y a-t-il pas aussi, dans certains pays, des risques de tension intérieure ?

*F.G.* En effet. Dans le nord-nord-est de la Chine, le niveau de stress hydrique atteint celui de Djibouti, soit moins de 500 m<sup>3</sup> d'eau par habitant et par an. Cette région dispose seulement de



15 % des ressources en eau du pays et concentre 45 % du 1,3 milliard d'habitants de la Chine. La question de la durabilité d'une ville comme Pékin, alimentée par des canaux transportant sur des centaines de kilomètres l'eau puisée au sud, se pose. Moins d'eau, c'est également une moindre capacité à faire tourner l'économie. Des années de croissance effrénée sans protection de la ressource en eau tant en quantité qu'en qualité menacent la pérennité même de cette croissance. Cette situation inquiète les autorités chinoises, qui font tout pour faire de l'eau un sujet de sécurité

### ^ De nombreuses tensions entourent le partage des eaux du Nil.

nationale. L'actuel président a une formation d'ingénieur hydraulique, ce n'est pas un hasard.

### TDC Certains pays pourraient-ils disparaître par manque d'eau?

F.G. Oui, le Yémen pourrait être le premier cas. À Sanaa, la capitale, chaque habitant dispose de moins de 200 m<sup>3</sup> d'eau par an en termes de réserve, bien en-deçà des 500 m<sup>3</sup> de la *water barrier* au-dessous de laquelle aucune vie sociale et économique n'est possible. Les ménages sont contraints d'acheter de l'eau en bouteille, de très mauvaise qualité et très chère, car la ville, située loin des côtes et à plus de 2 000 m d'altitude, ne peut être alimentée par une station de dessalement suivie d'un transfert d'eau. Il y a seulement trente ans, ce pays était pourtant vert, utilisant des techniques ancestrales d'irrigation. Aujourd'hui, 90 % des ressources en eau sont consacrés, sans aucune gouvernance ni logique économique, à une agriculture qui produit essentiellement de la drogue, le qat.

On voit bien que l'eau est un sujet de sécurité collective, car ce qui se passe dans un pays a des conséquences sur les autres : sur l'Arabie Saoudite pour le Yémen, sur l'Europe et les États-Unis, premiers partenaires stratégiques égyptiens, pour la région du Grand Nil, sur l'économie mondiale pour la Chine...

### TDC Comment les organisations internationales peuvent-elles tenter de résoudre ce problème de sécurité?

F.G. Depuis une dizaine d'années, des instances de dialogue se sont instaurées, comme le Forum mondial de l'eau, plus axées sur le constat que sur les solutions. Je crois davantage aux structures régionales, comme l'Initiative du bassin du Nil pour les problématiques de partage des eaux de ce fleuve, dont les rôles doivent être renforcés, car elles n'ont pour l'instant aucun pouvoir coercitif. Mais c'est surtout au niveau étatique qu'il faut agir, car s'il le décide un pays peut inverser la tendance en dix à quinze ans. J'en veux pour preuve l'Algérie, qui a investi massivement dans les infrastructures en eau sous l'impulsion du président Bouteflika et d'Abdelmalek Sellal, alors ministre des Ressources en eau. Les grandes villes côtières algériennes sont désormais gérées en délégation de service public par des entreprises privées. Les taux de perte dans les réseaux sont devenus ceux des villes européennes, l'économie de la ressource étant une priorité. De plus, des infrastructures importantes de transferts d'eau ont été réalisées. Tout cela bénéficie à la population, au secteur agricole et aux entreprises locales.

On voit que des solutions existent. La technologie, le savoir-faire humain permettraient de réduire considérablement la vulnérabilité, pour peu qu'on les finance et qu'on en fasse une priorité politique. ●